



Hydro One appartient à tous les Ontariens et Ontariennes. Gardons-la publique. Gardons-la publique.

Kathleen Wynne a annoncé qu'elle vendra 60 % d'Hydro One pour un paiement ponctuel. La vente de toute partie d'un bien public vital qui permet de générer des revenus est une vision irréfléchie et dangereuse pour les collectivités de l'Ontario.

La vente d'Hydro One ferait grimper les tarifs.

Les hausses des tarifs d'électricité sont une mauvaise chose pour les consommatrices et les consommateurs, les entreprises et l'économie. Nos tarifs sont déjà en hausse et la vente d'Hydro One ne ferait qu'aggraver les choses. Plus notre service d'électricité sera contrôlé par des investisseurs privés, plus il sera difficile d'empêcher les hausses de tarifs par l'entremise de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Le plan de Kathleen Wynne nuit aux collectivités et aux emplois locaux.

Ce plan de privatisation comprend la fusion des services publics locaux d'électricité, ce qui signifie une perte de contrôle local et de revenus pour les municipalités de l'Ontario. Cela signifie également un climat de négociation plus injuste pour les travailleuses et les travailleurs et davantage d'attaques contre des emplois stables offrant des salaires décents.

La privatisation d'Hydro One est une source de financement ponctuelle qui mène à une impasse.

Hydro One rapporte des centaines de millions de dollars par année aux Ontariennes et Ontariens. Une fois vendue, nous perdons ce revenu pour toujours. Une telle perte permanente de financement aurait des conséquences pour les services publics sur lesquels nous comptons toutes et tous. Ce n'est pas seulement irréfléchi, mais il se pourrait également que ce soit illégal. Les avocats embauchés par le SCFP ont fourni leur avis juridique sur ce sujet, avis qui est disponible à cupe.on.ca. Les libéraux ont, à maintes reprises, déçu la population de l'Ontario avec des plans de privatisation coûteux qui ne fonctionnent pas. Nous devons les arrêter.

Joignez-vous à notre campagne pour garder Hydro One publique. Dites à la première ministre que cette entreprise ne lui appartient pas et qu'elle n'a pas le droit de la vendre.

✓ Envoyez une lettre à votre députée ou député provincial à l'adresse www.KeepHydroPublic.ca (en anglais seulement).

✓ Demandez à votre conseillère ou conseiller municipal de présenter une motion visant à empêcher la vente d'Hydro One.

✓ Participez aux actions et événements qui seront organisés prochainement par le SCFP-Ontario partout en Ontario.

Il n'est pas trop tard pour que la première ministre arrête cette vente. Son programme électoral ne parlait pas de la vente d'Hydro One et elle n'a pas de mandat pour privatiser l'entreprise. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la campagne du SCFP-Ontario, visitez cupe.on.ca.